



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral du développement territorial ARE
Office fédéral des migrations ODM
Office fédéral du logement OFL
Service de lutte contre le racisme SLR
Commission fédérale pour les questions de migration CFM

Infolettre Programme Projets urbains

Mai 2013

Edition spéciale «Du ciment social pour les zones d'habitation urbaines»

Compte-rendu de la journée nationale du 22 janvier 2013 à Olten



Sommaire

| | |
|--|---------|
| Introduction | page 3 |
| Résumé des interventions en plénum | page 4 |
| Compte-rendu des ateliers | page 5 |
| Pour en savoir plus | page 12 |

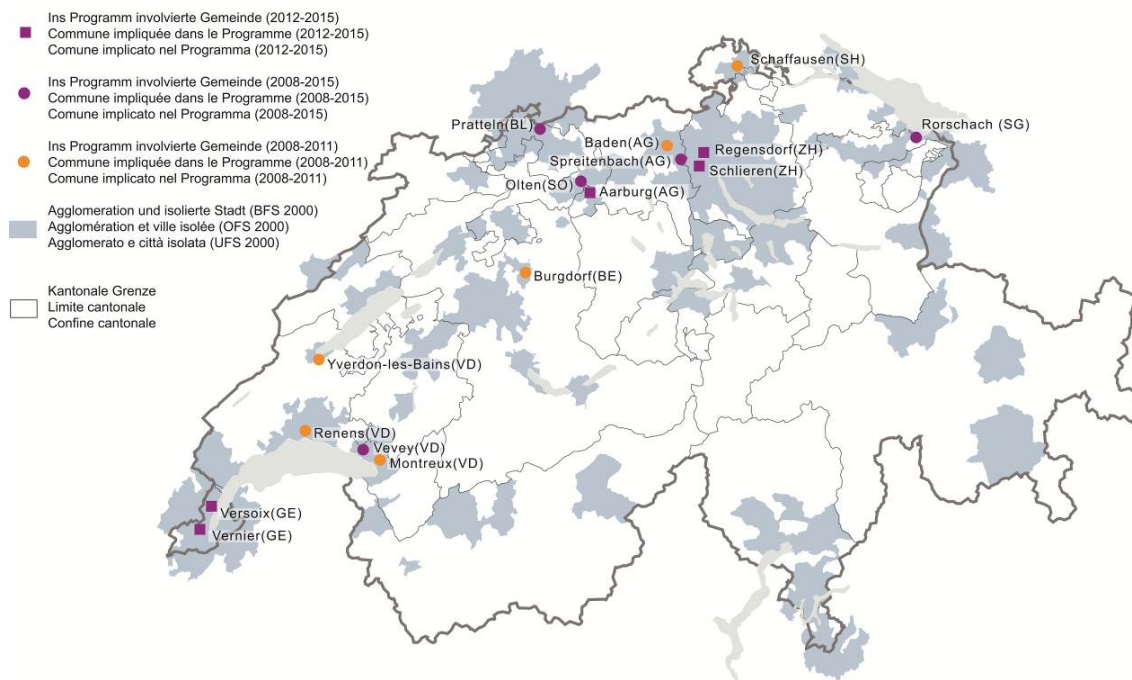
Le **Programme Projets urbains - Intégration sociale dans des zones d'habitation** est l'une des mesures préconisées dans le Rapport sur les mesures d'intégration approuvé en 2007 par le Conseil fédéral. Le Programme soutient des projets de développement de quartier dans les zones d'habitation existantes de petites et moyennes villes et de communes d'agglomération. Ces projets impliquent une approche intégrale et interdisciplinaire ainsi qu'une collaboration entre acteurs représentatifs de divers intérêts, en vue d'améliorer la qualité de vie et de promouvoir l'intégration sociale.

Le programme, interdépartemental, est porté par les instances fédérales suivantes :

- Office fédéral du développement territorial (ARE)
- Office fédéral des migrations (ODM)
- Office fédéral du logement (OFL)
- Service de lutte contre le racisme (SLR)
- Commission fédérale pour les questions de migration (CFM)
- Office fédéral du sport (OFSP, jusqu'en 2011)

Durant une première phase pilote (2008-2011), le Programme a contribué financièrement et techniquement à la réalisation de projets de quartier dans onze communes suisses. Lors de la deuxième phase pilote allant de 2012 à 2015, dix communes ont été sélectionnées et reçoivent un soutien financier et technique de la Confédération.

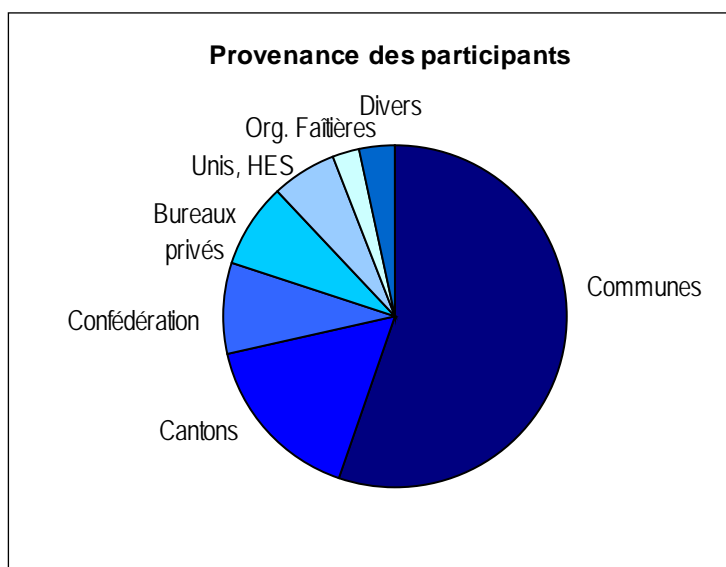
Interdepartementales Programm Projets urbains Programme interdépartemental Projets urbains Programma interdepartimentale Progetti urbani



Introduction

La manifestation nationale «Du ciment social pour les zones d'habitation urbaines» a eu lieu le 22 janvier 2013 à Olten. Elle avait pour ambition de faire découvrir et débattre des expériences réalisées par les onze communes qui ont participé à la 1^{ère} phase (2008-2011) du Programme «Projets urbains - Intégration sociale dans des zones d'habitation». Cette manifestation, placée sous le patronage de l'Union des villes suisses et de l'Association des communes suisses, a été organisée par les services fédéraux responsables du Programme.

La manifestation, qui affichait complet, a accueilli 270 participants et participantes de toute la Suisse. La participation de personnes issues d'une part du monde politique, des administrations communales et cantonales ou d'associations de quartier, ainsi que de personnes représentantes de nombreux domaines – intégration, aménagement du territoire, affaires sociales ou encore politique de la jeunesse – a donné à la manifestation le caractère de «pont interdisciplinaire» qui était attendu. Particulièrement réjouissant également, plus d'un quart du public provenait de communes qui ne sont pas soutenues par le Programme Projets urbains.



Le programme de la manifestation se voulait diversifié. D'une part, les présentations en plénum ont permis de montrer l'engagement de différents acteurs de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que de présenter un bilan des expériences réalisées. D'autre part, l'échange entre les participants et participantes était assuré dans le cadre d'ateliers donnant la parole au public, ainsi que d'un «marché aux projets» offrant l'occasion aux projets urbains de se présenter et permettant un contact direct entre les responsables de projets et les personnes intéressées.

Depuis 2010, deux infolettres présentent chaque année les actualités relatives au Programme Projets urbains et aux projets qui y participent. Cette édition spéciale rend compte exclusivement de la journée nationale du 22 janvier 2013. Elle donne un aperçu concis des interventions en plénum, auxquelles tous les participants et participantes ont pu assister, et présente de manière plus complète le contenu des cinq ateliers qui se sont déroulés en parallèle.

Pour qui souhaite en découvrir davantage, la dernière section contient les liens vers les présentations et les articles de presse se rapportant à cette manifestation, ainsi que vers la brochure «Les quartiers en action: une approche plurielle pour un développement partagé», publiée à l'occasion de la journée nationale, et qui présente les projets de la 1^{ère} phase du Programme ainsi que les principaux enseignements recueillis dans ce cadre.

Résumé des interventions en plénum

Cinq exposés en plénum ont enrichi la manifestation. **Mario Gattiker**, directeur de l'Office fédéral des migrations, **Ernst Hauri**, directeur de l'Office fédéral du logement et **Maria Lezzi**, directrice de l'Office fédéral du développement territorial, ont mis en contexte le Programme Projets urbains et montré ses apports pour les différentes politiques fédérales et pour le développement de la Suisse. **Charles Beer**, président du Conseil d'Etat genevois, a démontré comment, à partir d'interventions dans le domaine scolaire, le Canton de Genève a développé une politique globale de cohésion sociale ciblant les parties du territoire les plus précaires. Finalement, **Marcel Guignard**, président de l'Union des villes suisses, a présenté les éléments constitutifs d'un développement durable des quartiers et signalé l'importance de la transposition au niveau communal des expériences réalisées au niveau des quartiers.

➔ Les présentations ou notes d'allocution sont disponibles sur www.projetsurbains.ch

Table ronde: «Comment les villes profitent du développement de quartiers: succès issus de la première phase du Programme Projets urbains»



Une première table ronde a réuni des personnes impliquées dans des projets urbains menés entre 2008 et 2011, à savoir **Ernst Zingg**, maire d'Olten, **Marianne Huguenin**, syndique de Renens, et, pour le projet de Rorschach, **Ueli Strauss**, aménagiste cantonal de St-Gall.

Des interventions ressortent quelques constats forts pour les projets de développement de quartier. Tout Projet urbain doit prendre en compte le potentiel du quartier et de sa population. Ainsi, il se révèle primordial, aussi pour les élus, d'apprendre à découvrir le quartier et de comprendre ses spécificités, ainsi que d'aller à la rencontre de sa population. En effet, pour amener des transformations dans le quartier, la volonté politique est capitale, mais elle ne peut se révéler productive qu'avec le concours de la population.

Au sein de l'administration communale, les Projets urbains sont également source de changements, notamment par l'émergence de nouvelles formes de collaboration ou en mettant en lumière des besoins de réorganisation. A Olten par exemple, un nouveau poste dédié au développement urbain a été créé suite aux expériences réalisées dans le projet. Finalement, l'importance du développement de quartier pour différents niveaux institutionnels a été relevée, car si les quartiers vont bien, les villes se portent bien et le canton de même.

Table ronde: «Nouvelles exigences pour le développement de quartier»

Une deuxième table ronde a porté sur les nouvelles exigences pour le développement de quartiers. Elle réunissait **Thierry Apothéloz**, conseiller administratif de Vernier, **Thomas Kessler**, chef du service du développement urbain du canton de Bâle-Ville, **Luc Vodoz**, adjoint au secrétaire général de la CEAT, ainsi que **Maria Lezzi**, directrice de l'ARE.

Parmi les messages que les intervenants ont souhaité mettre en avant figure l'importance des liens entre les politiciens et politiciennes et la population. Ainsi, au côté de la nécessité d'avoir une vision politique claire pour le développement du quartier, la présence politique dans les quartiers est également très importante afin d'éviter que les habitants ne se sentent abandonnés. Le projet doit aussi servir à mettre en avant l'expertise et les ressources propres aux habitants et habitantes. Ensuite, il importe de se mettre d'accord sur un calendrier des activités et réalisations. Ainsi, les élus doivent savoir à la fois convaincre, mais aussi écouter, et céder de leur pouvoir.



Compte-rendu des ateliers

Les ateliers avaient pour objectifs de présenter les projets de manière plus détaillée et de permettre l'échange avec le public sur des aspects spécifiques liés au développement des quartiers. Chacun des cinq ateliers était consacré à une thématique et débutait par le témoignage de deux responsables de projets sur les expériences réalisées dans le cadre du Programme Projets urbains. Ensuite, la parole était donnée au public, qui pouvait librement intervenir et ainsi contribuer aux réflexions autour du thème choisi. Les textes ci-dessous présentent un bref compte-rendu de chaque atelier.

→ Les présentations sont disponibles sur www.projetsurbains.ch

Atelier 1: Les alliances et l'entente entre les différents acteurs sont capitales dans le processus de développement de quartier

Avec les présentations de **Martin Hofstetter**, *Projet urbain de Renens* et **Christophe Gerber**, *Projet urbain de Vevey*; animé par le **Prof. Alex Willener**, *Hochschule Luzern – Soziale Arbeit*

Comment intégrer des acteurs non étatiques (en particulier les propriétaires fonciers et la population) ainsi que différentes personnes représentatives de l'administration et de la classe politique dans un processus de développement de quartier ? Qui en assume la direction ? Quelle est la formule magique qui permet de forger des alliances pragmatiques qui tiendront jusqu'à la mise en œuvre du projet ? Sur la base des expériences récoltées dans le cadre des Projets urbains à Renens et à Vevey, quelque septante personnes se sont penchées sur ces questions au cours de l'atelier 1.

Renens, Quartier Florissant



Le projet à Renens a été initié par le service de l'urbanisme: le plan de quartier de Florissant devait être révisé. La particularité de ce projet réside dans le fait que l'administration communale a associé dès le départ les habitants et habitantes, les propriétaires fonciers et d'autres protagonistes importants du quartier dans le cadre d'un processus participatif. Au début, la collaboration au sein de cette constellation d'acteurs hétérogènes s'est avérée plus compliquée que ce qui avait été imaginé. Toutefois, ce partenariat public-privé porte désormais ses fruits : alors qu'auparavant,

les différentes personnes travaillaient chacune de leur côté, aujourd'hui, elles collaborent ensemble. Le dialogue transversal a notamment permis de trouver un équilibre entre les intérêts des pouvoirs publics, ceux des propriétaires et ceux des résidents et résidentes du quartier. Désormais, la commune travaille de façon plus efficace et est mieux à même de réagir aux besoins de la population. Elle exprime un seul bémol : cette démarche prend beaucoup de temps et la relation avec la population est discontinuée en raison de changements fréquents dans les personnes qui la représente.

Vevey, Quartier Plan-Dessous

Au démarrage du projet, le quartier Plan-Dessous ne jouissait pas d'une bonne réputation. Pour améliorer la situation, il fallait créer de nouvelles alliances, par exemple entre les propriétaires immobiliers et les services sociaux. Aussi le projet s'est-il articulé autour de trois piliers : premièrement, par le biais d'une politique des petits pas associant les citoyens et citoyennes, on entendait ancrer les changements dans le quartier au lieu de les imposer. Deuxièmement, une approche globale et interconnectée visait non pas à résoudre tous les problèmes en une fois mais à définir sur place des orientations positives concrètes. Troisièmement, la collaboration transversale a été renforcée de par la mise en place d'un groupe de pilotage intersectoriel. L'approche participative adoptée dans ce projet a permis, dans un deuxième temps, de tracer des orientations permettant de renforcer le profil urbain du quartier.

Discussion: l'importance des alliances et de l'entente entre les différents acteurs dans le processus de développement de quartier

Il est ressorti de la discussion que selon les contextes, la conduite des processus participatifs de développement de quartier pouvait être assurée par différents protagonistes: les services sociaux, le service communal d'urbanisme ou celui d'aménagement du territoire, mais également des organisations privées (p. ex. Pro Senectute). Les participants et participantes s'accordaient en tout cas pour dire qu'il était capital, quelle que soit l'option retenue, que l'ensemble des acteurs pertinents soit associé à la démarche dès le départ. Etant donné qu'en règle générale, il s'agit de processus de longue durée et que les différentes personnes impliquées changent fréquemment, il est recommandé de mettre en place un groupe de suivi représentatif du projet, composé notamment de délégués politiques, de l'administration, de la population du quartier et d'organisations privées, ce qui permet d'assurer des échanges ne se cantonnant pas à l'administration.

Au cours de la discussion, les participants et participantes ont également cherché «la formule magique» qui permettrait de créer des alliances pragmatiques réellement capables de déboucher sur des mesures de mise en œuvre. Il s'est rapidement avéré qu'une telle formule n'existait pas. En effet, chaque quartier obéit à sa propre logique. Si, au sein d'une alliance, certaines personnes ne sont pas disposées à rechercher des consensus, la situation se corse. A l'inverse, il se peut également – comme cela a été le cas à Renens, par exemple – qu'une alliance se forme contre le projet. La question de savoir comment gérer au mieux les opposants au projet est restée ouverte. Parvenir à une alliance optimale pour un projet nécessite du doigté, une assise large et solide et de la persévérance.



Par ailleurs, les méthodes de conception d'un processus participatif ont été abordées. A cet égard, il est ressorti de la discussion que les méthodes doivent continuellement être adaptées aux différentes situations et phases de projet, car il n'existe pas de recette universelle.

Atelier 2: Comment mobiliser et impliquer durablement les habitant(e)s des quartiers?

*Avec des présentations de **Jean-Claude Ruchet**, Projet urbain d'Yverdon-les-Bains, **Lorraine Wasmem** et **Simon Smith**, Projet urbain de Montreux; animé par **Luc Vodoz**, Communauté d'études pour l'aménagement du territoire CEAT*

Comment garantir que les projets soient en accord avec les préoccupations et les intérêts des habitant-e-s ? Quel cadre offrir aux habitants pour leur permettre de s'engager pour le projet? Comment identifier et rallier les personnes clés? Dans quelle mesure le projet intègre-t-il la perspective de tous les acteurs du quartier, y compris des groupes minoritaires comme des enfants, des femmes, des jeunes, des aîné-e-s, des migrantes ? Comment organiser le processus participatif pour permettre aux habitants de s'investir dans la durée ? Quel est le poids des médias? Comment les mettre à contribution? Ces questions ont servi de fil rouge à l'atelier 2.

A Yverdon-les-Bains comme à Montreux, la proximité avec les habitants est recherchée...

Devant une cinquantaine de personnes, les responsables de projet d'Yverdon-les-Bains et de Montreux ont présenté leurs expériences pour la mobilisation et l'implication à long terme de la population résidante des quartiers. Ainsi, un facteur de succès essentiel est l'engagement des autorités communales et de l'administration. Cet engagement doit se manifester dans le quartier, directement auprès des habitants. De plus, le rôle d'acteurs de terrain, notamment de travailleurs sociaux hors murs, est essentiel. En effet, il apparaît qu'un travail préalable de prise de contact ciblé est très utile pour mobiliser la population et atteindre les groupes souffrant d'une mauvaise intégration sociale. De l'expérience montreuusienne, ressort l'importance de trouver un juste mélange entre travail de proximi-

té pour atteindre les personnes en désaffiliation sociale et animation socioculturelle pour développer la vie de quartier. A Yverdon-les-Bains, le Projet urbain a mis en évidence la nécessité d'avoir une politique claire et ciblée pour chaque groupe (aînés, migrants, jeunes, familles, etc.) ainsi que des personnes relais au sein de ces groupes. L'existence ou la création d'un lieu de rencontre qui permette de favoriser le sentiment d'appartenance au quartier présenterait également un grand apport pour la mobilisation de la population.

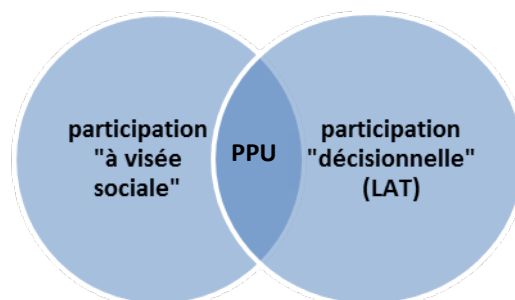


En ce qui concerne les limites et les difficultés, le représentant d'Yverdon-les-Bains a relevé la nécessité de fournir des explications complètes afin de permettre aux habitants et habitantes de comprendre la démarche, ainsi que l'importance de réaliser un travail de «délimitation du négociable» afin de ne pas avoir à refuser ensuite des propositions de la population. A Montreux, ce sont notamment les questions d'ancrage de la démarche dans la durée, et du renouvellement des membres dans les groupes constitués, ainsi que celle de la mobilisation des médias afin de trans-

mettre une image positive du quartier, qui ont été mentionnées.

... même si les objectifs divergent partiellement

A la suite de ces présentations, le fait que le projet d'Yverdon-les-Bains soit centré sur un processus communautaire orienté sur la population et que le projet de Montreux soit axé sur l'urbanisme a été relevé. Il existerait ainsi deux types de participation: d'une part, une démarche participative qui vise à créer du lien social et favoriser l'intégration, et d'autre part, une approche qui permet à la population de participer aux décisions sur l'aménagement de son environnement. Dans le cadre d'un Projet urbain, on attend que les deux approches soient idéalement coordonnées.



Discussion: la mobilisation des groupes-cibles et le portage politique au cœur des préoccupations

De nombreuses questions ont été soulevées par le public. Elles ont notamment porté sur la manière de justifier les coûts du projet auprès des élus, d'évaluer les impacts des projets, ainsi que d'intégrer les enfants et les jeunes au projet. A ce propos, la ville d'Yverdon-les-Bains a développé des activités en collaboration avec les écoles qui permettent d'approcher enfants et parents. Par ailleurs, le rôle des travailleurs sociaux hors murs, qui vont au contact de la population, et en particulier des jeunes, a été à nouveau souligné. Sur la base de différentes expériences, il apparaît qu'il existe toute une série de modalités pour toucher les groupes-cibles réputés «difficilement accessibles», mais que ce travail est laborieux et qu'il ne permet d'obtenir que des succès partiels. La question des relations avec les autorités politiques a également été abordée. Il a été précisé qu'un processus participatif consiste en un arrêt temporaire de la procédure normale qui permet de choisir les règles du jeu. Ensuite, les résultats du processus participatif doivent être réintroduits dans la politique institutionnelle. Il revient aux élus de décider en dernier recours, les rôles et compétences de chacun étant ainsi respectés.

Atelier 3: Le développement de quartier influence les processus sociétaux

Avec des présentations de **Yvonne Urwyler**, Projet urbain de Berthoud et **Florian Kessler**, Projet urbain de Rorschach; animé par **Werner Liechtenhan**, Service du développement urbain de la ville de Zurich

Comment constater l'existence de phénomènes d'éviction et comment ceux-ci sont-ils jugés? Comment renforcer l'identité d'un quartier? Est-il réellement possible d'influer sur les transformations so-

ciales? Les habitants déjà là ont-ils plus de droits que les nouveaux arrivants? Lors de l'atelier 3, quelques quarante personnes ont débattu de ces questions sur la base des expériences réalisées dans les projets urbains de Berthoud et de Rorschach.

Rorschach, Projet-Urbain-Quartier

De nombreux bâtiments d'un quartier de Rorschach sont en mains privées. Ils ont un grand besoin d'être assainis, mais les propriétaires se montrent peu enclins à investir. Le projet visait à revaloriser et à améliorer l'utilisation de l'espace public. L'objectif était d'élaborer un concept de développement du territoire. La démarche participative choisie a permis de développer un sentiment d'appartenance, d'encourager l'engagement des uns et des autres, de modifier des points de vue parfois divergents et de renforcer la cohésion sociale.

Deux conclusions ont pu être tirées:

1. Un développement de quartier selon une organisation interdisciplinaire influence les transformations socio-spatiales de manière (plus) durable et permet des processus d'apprentissage aux différents niveaux.
2. La participation est nécessaire pour faire face à la dynamique sociale et encourager celle-ci dans le bon sens.

Berthoud, Quartier Gyrischachen-Lorraine-Einunger

Près de 2200 personnes vivent dans le quartier Gyrischachen-Lorraine-Einunger (15% de la population de Berthoud). Le quartier, qui compte un pourcentage élevé de logements bon marché, a un effet d'aimant dans la région. La commune de Berthoud voit trois options de développement pour celui-ci, qui toutes trois influent sur le visage du quartier: (1) absence de rénovation et dépréciation subséquente du quartier (formation d'un ghetto), (2) rénovation douce et statu quo en ce qui concerne les habitants et (3) démolition et nouveaux bâtiments entraînant à la fois une revalorisation du quartier et des conséquences considérables sur la composition de la population. Compte tenu de la durée de vie d'un bien immobilier, une rénovation a pour effet de modifier « naturellement » un quartier. Dans la gestion active du quartier, il importe de saisir ces évolutions et de les accompagner adéquatement en fonction de l'objectif à atteindre de manière à pouvoir relever les défis sociaux correspondants. Les habitants d'un quartier se montrent souvent sceptiques envers les changements occasionnés par la nouveauté. A Berthoud, les autorités étaient conscientes qu'il fallait donner une identité au quartier et qu'il fallait accompagner les travaux d'un point de vue social. Pour cela, il faut disposer d'espaces de rencontres et d'échanges pour réussir la transformation sociale. Des éléments importants en la matière sont un lieu de rencontre animé et des offres pour les enfants et les familles.

Pour Werner Lichtenhan, les thèses et les constats des deux communes doivent être placés dans une perspective temporelle, car celle-ci influence le développement d'une ville et d'un quartier. Les transformations sociales sont jugées en temps de crise différemment qu'en période de croissance. Les possibilités de pilotage d'une commune sont limitées. Il est toutefois plus simple d'accélérer un développement que de le freiner. Une politique du logement à long terme constitue un instrument central de pilotage d'une commune. Elle nécessite des réserves de terrains. La Ville de Zurich s'est fixé des objectifs en matière de politique du logement: mixité sociale, part élevée de logements d'utilité publique dans tous les quartiers et collaboration avec les acteurs du marché de l'immobilier.



Discussion: peut-on influencer sur les transformations sociales dans le cadre de l'assainissement d'un quartier?

Pour assurer le succès des démarches participatives, il faut que l'exécutif (mise en route, financement), mais aussi d'autres partenaires, comme les Eglises, l'association de quartier ou une nouvelle association faîtière, comme à Berthoud, s'engagent. Il s'est révélé utile qu'une personne issue de l'administration se charge du développement du quartier: elle joue un rôle de pont important entre la population du quartier et les autorités. Parmi les mesures concrètes évoquées pour leur influence par-

ticulièrement bénéfique au développement social figurent la mise à disposition de bureaux et des groupes de jeux pour les enfants prévoyant une sensibilisation linguistique précoce.

Des participants demandent si une revalorisation territoriale – comme à Rorschach, avec la création d'une route de quartier sans voiture – peut inciter les propriétaires privés à accroître leurs investissements. Contrairement à ce que l'on voit à Zurich, rien n'indique que tel est le cas dans les deux projets, malgré une amélioration des perspectives de développement, une hausse du marché du logement et une politique active du logement à Berthoud. Les pouvoirs publics ne disposent que d'une marge de manœuvre limitée pour influencer sur les assainissements. Ceux-ci sont des «rapiéçages au cas par cas» et dépendent presque exclusivement des cycles d'investissement des propriétaires. Les participants se voient rappeler que la revalorisation d'un espace d'habitation entraîne presque toujours des conséquences financières (désagréables) pour les locataires.

Une question se pose à cet égard: quelle doit être la priorité des projets de développement de quartier: l'individu ou le quartier? Le groupe de pilotage a entrepris de répondre à cette question tant à Berthoud qu'à Rorschach, compte tenu des mesures participatives et de leurs influences. La discussion a montré clairement que les intérêts du développement urbain « officiel », les intérêts de la population et les intérêts des propriétaires d'immeubles sont conflictuels. La démarche participative des projets urbains peut exercer une influence positive, car elle permet de désamorcer les conflits éventuels et de déboucher sur des solutions largement acceptées.

Atelier 4: Des bâtiments et des espaces extérieurs bien conservés ou entretenus sont un gage de bonne réputation

Avec des présentations de Heidi Berger, Projet urbain de Spreitenbach et Michael Heiserholt, Projet urbain de Baden; animé par le Prof. Matthias Drilling, HES Nord-ouest de la Suisse FHNW

Comment améliorer l'implication des propriétaires immobiliers ? Quels conflits d'utilisation dans les espaces extérieurs sont les plus difficiles à gérer? Comment faire émerger de bons projets d'aménagement des espaces extérieurs ? Comment les futurs droits d'utilisation émergent dans la discussion ? Ces questions ont été débattues par une trentaine de personnes, sur la base des expériences des communes de Spreitenbach et Baden.

Spreitenbach, une démarche affinée progressivement mène au succès final



Le quartier de Langäcker à Spreitenbach se caractérise par une structure de la propriété fragmentée, et des propriétaires présentant des intérêts différents. Malgré ce constat et des difficultés initiales à créer le contact et à susciter l'intérêt des propriétaires privés, la commune a réussi à impliquer ces derniers dans le projet. Ils ont montré un intérêt croissant pour la démarche et sont venus en nombre chaque fois plus important aux trois rencontres qui leur ont été destinées. De ces démarches sont issues différentes initiatives et réflexions. Les thèmes abordés ont été très

larges: questions liées à la circulation et au stationnement, espaces extérieurs, implication des concierges, et même la thématique du contact social, importante aussi pour les propriétaires et les régies.

Au final, il ressort des expériences de Spreitenbach que seule l'initiative communale permet de lancer une dynamique au niveau des propriétaires privés. La commune doit développer et entretenir un contact personnel avec ces derniers et jouer un rôle exemplaire dans le quartier.

Baden, de nombreux aménagements dans les espaces extérieurs

Dans les deux quartiers de Baden concernés par le Projet urbain, la ville de Baden a été très active pour améliorer les espaces extérieurs. De nombreux projets y ont été développés avec la participation de la population et des associations de quartier. Parmi les réalisations à mentionner, on peut notamment relever la revalorisation de cheminements piétons, la mise à disposition de bancs publics,

l'amélioration de l'éclairage public, la pose de panneaux d'affichage pour les manifestations dans le quartier ou encore le développement de places de grillades. Une mesure importante a également été le réaménagement des alentours des écoles et de leurs places de jeux, avec la participation des enfants et des adolescents. Finalement, pour le développement de la zone à bâtir de Brisgi, les enjeux paysagers ont été pris en compte: une planification-test associant architectes et architectes-paysagistes a été réalisée.

En ce qui concerne la collaboration avec les propriétaires immobiliers, les succès ont été moindres. La commune a rencontré des difficultés à entrer en contact avec les propriétaires, et n'a pas vraiment réussi à susciter leur intérêt à participer au développement du quartier.

Discussion: les planifications doivent permettre de négocier avec les propriétaires

La discussion qui a suivi les présentations a permis un échange fructueux, notamment avec les représentants d'autres projets urbains, en particulier d'Aarburg, de Schlieren et de Rorschach. Les instruments d'aménagement du territoire (Masterplan, procédure d'autorisation de construire) ont été largement débattus. Le fait que certains quartiers existants soient en phase de planification donne des possibilités d'action aux communes. Par exemple, l'élaboration d'un Masterplan présente l'avantage d'offrir un cadre clair, ce qui permet d'entamer des discussions et des négociations avec les propriétaires fonciers et immobiliers du quartier. Dans ce sens, la répartition des charges et des éventuels bénéfices découlant des investissements publics a été discutée, avec en point de mire le fait de veiller à ce que les coûts ne soient pas uniquement à charge de la communauté alors que certains aménagements créent de la plus-value pour le quartier dont bénéficient les propriétaires privés. Au contraire, il est nécessaire de veiller à un partage des responsabilités. Pour cela, les différents partenaires doivent être en discussion et négocier pour trouver un arrangement qui leur convienne.

Pour prendre un exemple, si la création d'un nouvel arrêt de bus est envisagée, la question de la répartition des coûts peut être anticipée et discutée déjà lors de la phase de planification. Dans la même veine, la question des espaces extérieurs a suscité plusieurs commentaires. La discussion a fait ressortir l'importance, lors de la planification, de définir les responsabilités futures pour l'entretien des espaces extérieurs. La possibilité de négocier l'accès public à certaines espaces extérieurs en mains privées a également été évoquée.

Finalement, la variété des autres questions soulevées a mis en évidence à quel point la question du logement et des espaces extérieurs doit se traiter de manière partenariale, en impliquant propriétaires, gérance, habitants, mais aussi par exemple les concierges.

Atelier 5: Cohabiter pacifiquement, c'est la règle de base du bien vivre ensemble

Avec des présentations de **Marcel Schaub**, Projet urbain de Pratteln et **Eva Gerber**, Projet urbain d'Olten; animé par **Michael Emmenegger**, Analyse und Management von sozialen Prozessen

Est-ce que la diversité peut être mise à profit pour le développement de quartier ? Comment mieux atteindre les personnes migrantes ? Partant des expériences récoltées dans le cadre des Projets urbains à Pratteln et à Olten, une vingtaine de personnes se sont intéressées à ces questions au cours de l'atelier 5.

Pratteln, création d'un forum de quartier

Grâce à un forum composé de personnes bénévoles engagées, des groupes cibles même difficiles à atteindre ont pu être intégrés dans le projet. Le forum a permis d'instaurer un climat de confiance avec les habitants et habitantes et d'accéder à différents groupes dans le quartier. Sa mise sur pied a cependant été assez longue.



Au départ, les responsables du projet ne savaient pas réellement comment susciter et maintenir la participation. On a donc fait appel à des experts. Les bénévoles ont dû apprendre à trouver les mots adéquats pour répondre aux besoins et aux souhaits des habitants et habitantes. Sur le plan administratif, des ressources supplémentaires et des structures professionnelles se sont révélées nécessaires.

Le caractère participatif du projet a notamment offert l'opportunité d'aborder aussi des problèmes dans le quartier. Des groupes de travail ont été formés et ceux-ci ont élaboré ensemble des pistes pour répondre à la problématique des déchets, aux questions de sécurité ou encore de pollution sonore.

Olten, centre de rencontres et activités diverses

Le projet a obtenu une belle avancée avec la création toute récente du centre de rencontres Cultibo. Celui-ci est utilisée par différents groupes pour des activités diverses. La démarche participative axée sur les besoins des personnes migrantes s'est avérée particulièrement fructueuse. Ainsi, des plantations saisonnières ont été mis en place, une offre « Allemand dans le parc » a été élaborée à l'intention des femmes et des jeunes ayant quitté l'école ont bénéficié de soutien sous la forme d'un coaching professionnel.

Grâce à des processus différenciés, adaptés à un public spécifique et à une problématique donnée, d'autres groupes cibles, tels que la classe politique locale, les commerçants, les propriétaires ou encore les personnes travaillant de jour dans le quartier, ont également pu être associés.

Discussion: aborder la question de la diversité dans un quartier nécessite une approche adéquate une attention soutenue et des ressources

La discussion a relevé que dans le cadre d'un cycle de vie de projets sociaux, les phases initiales euphoriques étaient généralement suivies de crises mais aussi de phases de revivification. Cette alternance était bénéfique à l'avancée des projets.

L'importance d'une cohabitation dite « pacifique » a été rapidement relativisée car ce sont précisément les conflits qui déclenchent les interventions et libèrent des énergies. La prise en compte de l'ensemble des intérêts en présence empêche que des projets soient perçus comme étant l'affaire de certains groupes en particulier. Par ailleurs, les besoins sont en général très semblables d'un quartier à un autre. Sécurité, propreté, offres de développement de la petite enfance, lieux de rencontres, aires de jeux pour les enfants, pistes cyclables ou autres mesures relevant de l'aménagement du territoire : tous ces éléments améliorent la qualité de l'habitat de nombreuses personnes résidant dans le quartier.

En outre, la discussion a porté sur le fait que certaines personnes ne souhaitent pas participer au développement d'un quartier et qu'il faut en tenir compte également. En effet, toutes les personnes n'identifient pas d'emblée les mêmes problématiques et ne ressentent pas nécessairement les mêmes problèmes. Il est néanmoins souhaitable que les projets de développement de quartier permettent aux personnes intéressées de s'impliquer. Les offres et les structures doivent donc être conçues de telle manière que chacun puisse y trouver sa place. Ces processus peuvent notamment présenter un intérêt tout particulier pour les personnes issues de la migration, les parents élevant seuls leurs enfants mais aussi pour les personnes en situation précaire sur le plan financier et social.

Gérer la participation à un projet suppose un certain nombre de compétences sociales et culturelles, qui doivent parfois d'abord être acquises. Il faut notamment dissiper les craintes qui empêchent principalement les personnes migrantes d'exprimer des besoins et des critiques, et ce en garantissant que toutes les personnes impliquées interagissent sur un pied d'égalité. Or, toute forme de racisme constitue un obstacle à cela. L'ensemble des participants et participantes à la discussion était d'accord sur ce point. Malgré cette déclaration univoque, il a fallu reconnaître que la discrimination et la marginalisation étaient présentes dans de nombreux quartiers, par exemple, lorsque les conflits existants sont interprétés sous un angle culturel et que certains groupes sont considérés comme étant à l'origine de ces problèmes.

En conclusion, on peut dire qu'il n'est pas simple d'aborder la diversité et de créer un cadre favorable à la participation. Cela nécessite une démarche adéquate, une attention soutenue et des ressources. Ce n'est pas simple mais c'est possible, comme le démontrent en particulier les Projets urbains à Pratteln et à Olten.

Pour en savoir plus

Les quartiers en action: une approche plurielle pour un développement partagé



La brochure «Les quartiers en action: une approche plurielle pour un développement partagé» dresse le portrait des onze projets de développement des quartiers soutenus par le Programme Projets urbains entre 2008 et 2011. Ces projets avaient pour objectif d'améliorer au sein des quartiers la coordination entre la planification urbaine, la politique d'intégration, la politique sociale, l'aide au logement ou encore la lutte contre la discrimination tout en impliquant les habitants. Sur la base des expériences réalisées dans les onze communes, la brochure présente également les bonnes pratiques et les possibilités d'action qui peuvent être envisagées dans ce domaine.

Pour télécharger ou commander la brochure:

<http://www.are.admin.ch/dokumentation/publikationen/00016/00521/index.html?lang=fr>

Articles de presse



La Neue Zürcher Zeitung, La Liberté, Kommunal Magazin ainsi que Commune Suisse, le magazine d'information de l'Association des communes suisses, ont chacun consacré un article de fond à la problématique du développement de quartier, sur la base des enseignements de la journée nationale du 22 janvier 2013.

Ces articles sont disponibles sur www.projetsurbains.ch > journée nationale

Présentations et notes d'allocution de la journée nationale



Les présentations Powerpoint et les notes d'allocution des orateurs de la journée nationale «Du ciment social dans les zones d'habitation urbaines» sont disponibles sur www.projetsurbains.ch > journée nationale

Contact

Programme Projets urbains

Adresse postale:

Office fédéral du développement territorial

CH – 3003 Berne

Tél. +41 (0)31 322 40 60

Fax +41 (0)31 322 78 69

www.projetsurbains.ch

projetsurbains@are.admin.ch